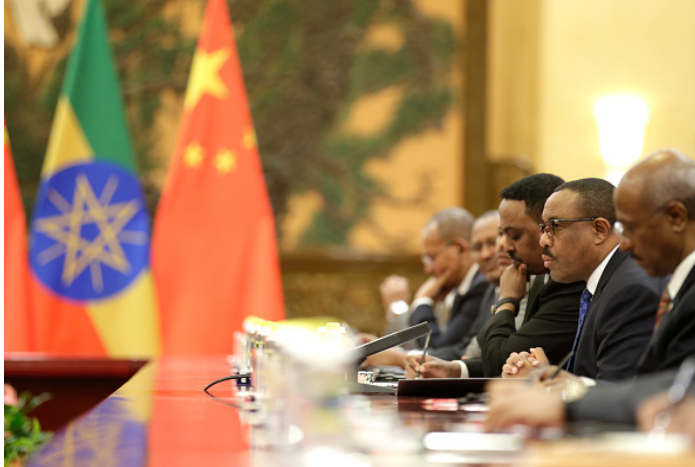


Relations Chine/Éthiopie : un partenariat de plus en plus étroit

www.epochtimes.fr - 25/08/2017



Le Premier ministre éthiopien Haile Mariam Dessalegn durant une rencontre avec le président chinois Xi Jinping, le 12 mai 2017 à Pékin (JASON LEE/AFP/Getty Images)

La Chine est très implantée en Afrique mais c'est en Éthiopie qu'elle a effectué les meilleurs partenariats économiques et politiques. Dans son ambition économique mondiale, le régime chinois essaie de trouver des partenaires qui possèdent des terres à exploiter, des minerais, une main d'œuvre peu chère ou encore des points géographiques stratégiques... Mais la politique du Parti communiste chinois (PCC) peut difficilement s'exporter dans les pays développés – dans lesquels le régime chinois préfère distiller du *soft power* et exercer des pressions diplomatiques ou économiques – mais trouve de sérieux clients avec les pays en difficulté ou en voie de développement – surtout quand il s'agit de régimes autoritaires.

Depuis 1995 et depuis le milieu des années 2000, l'Éthiopie et la Chine ont mis en place un partenariat de plus en plus étroit. Mais quelle est la nature de ce partenariat et pourquoi est-il devenu si important au cours de ces dix dernières années?

En 2012, Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche au CNRS et chercheur associé au centre d'études français sur la Chine contemporaine à Hong Kong, a publié une étude dans le journal « *Perspectives chinoises* » intitulée *La Chine et L'Éthiopie: entre affinités autoritaires et coopération économique*. Cet article s'appuie sur l'étude menée par Jean-Pierre Cabestan ainsi que d'autres sources plus récentes.

L'objectif de l'étude de Jean-pierre Cabestan est de mettre en évidence que le partenariat entre la Chine et l'Éthiopie est fondé sur « *des considérations autant diplomatiques, stratégiques – voire idéologiques – qu'économiques.* »

Origines historiques des relations Chine-Éthiopie

Si l'Empereur Haile Selassie a établi des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine en 1970, elles prennent fin lorsque celui-ci est renversé et assassiné par Haile Maryam Mengistu lors de la révolution de 1974. Mengistu, qu'on appellera par la suite le « Négus Rouge », met alors en place un régime dictatorial proche de l'URSS avec laquelle il établit une alliance en 1978.

En 1984, il crée et prend la tête du parti marxiste-léniniste PTE (Parti des travailleurs d'Éthiopie). Cette alliance entre l'Éthiopie et l'URSS maintiendra l'Éthiopie à distance de la Chine jusqu'au début des années 90.

Après la chute de l'URSS en 1991 et la victoire de l'opposition armée en Éthiopie, le régime de Haile Mengistu chute et Meles Zenawi arrive au pouvoir à la tête du Front Démocratique Révolutionnaire des Peuples Éthiopiens (FDRPE).

Dès lors, les relations entre Addis-Abeba et Pékin connaissent un véritable essor. Sorti vainqueur des premières élections démocratiques en Éthiopie en 1995, le premier ministre Meles Zenawi se rend en Chine ; puis en 1996, c'est le premier secrétaire du parti communiste chinois Jiang Zemin qui s'arrête à Addis Abeba lors d'une grande tournée africaine. Il s'en suit de nombreux accords entre la Chine et l'Éthiopie.

D'un pouvoir autoritaire à un pouvoir totalitaire

En 2005, les relations entre la Chine et l'Éthiopie s'intensifient et entrent dans un étroit partenariat diplomatique, politique et économique. Cette évolution est directement liée au renforcement des pouvoirs personnels de Meles Zenawi et au durcissement de son régime.

Lors de son élection en 2005, entachée de nombreuses irrégularités et de multiples violences envers les partisans de l'opposition (200 morts), Meles Zenawi parvient à renforcer son pouvoir mais perd des partenaires extérieurs occidentaux (États-Unis, Union Européenne).

Lors des élections de 2010, cette orientation se confirme : l'opposition est désormais quasiment réduite à néant n'obtenant que 2 sièges sur les 547 sièges du parlement. Meles est pointé du doigt pour avoir mis en place « *un régime d'État à parti unique* » .

En 2009, Meles Zenawi, en s'inscrivant dans la « lutte mondiale contre le terrorisme », instaure l'Anti-Terrorism Proclamation (ATP) et déclare l'état d'urgence. Cela lui permet de mettre en place un ensemble de mesures visant à fournir à l'État les moyens de mettre fin à la menace terroriste des Shabbabs (groupe radical islamiste de Somalie). Mais ce ne fut qu'un prétexte pour réduire au silence les voix dissidentes en créant un amalgame entre « opposition » et « terrorisme ».

Cette répression des dissidents sévit toujours à l'heure actuelle. Après la mort de Meles en 2012, c'est Haile Mariam Dessalegn qui prend la tête de la FDRPE et devient premier ministre. Il exerce également un pouvoir totalitaire en réprimant sévèrement toute voix qui s'élève pour critiquer son régime. En 2016, des milliers d'arrestations de journalistes, de blogueurs ou membres de l'opposition ont eu lieu.

Ces dissidents sont incarcérés dans des « camps de réhabilitation » où ils sont torturés et soumis à des exercices physiques jusqu'à atteindre les limites de leur résistance, afin de les soumettre à l'autorité du gouvernement.

Un étroit partenariat politique

Comme d'autres régimes autoritaires et certains autres pays africains, l'Éthiopie essaie d'utiliser son partenariat avec la Chine comme un levier visant à dissuader l'Occident d'exercer des pressions trop importantes en matière de droits de l'homme.

En retour le gouvernement éthiopien fait « plusieurs gestes politiques » pour appuyer le régime de Pékin. Le parlement éthiopien soutient par exemple la loi anti-sécession visant Taïwan en 2006. L'Éthiopie, membre de la Commission des droits de l'homme de l'ONU jusqu'en 2007, suivie des autres pays africains, met en échec toute motion visant à critiquer le régime de Pékin.

Les visites des hauts-dirigeants de ces deux pays sont fréquentes. Meles s'est rendu quatre fois en Chine (en 1995, 2004, 2006 et 2011) où il est reçu par les plus hautes autorités chinoise dont le président Hu Jintao. Le premier ministre chinois Wen Jiabao se rend en Éthiopie en 2003. Jia Qingling, Président de la conférence consultative du peuple chinois et numéro 4 du régime se rend à Addis Abeba en 2012 à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège de l'Union Africaine (UA) financé et construit par la Chine (200 millions de dollars); les rencontres entre ministères des affaires étrangères sont régulières et presque annuelles.

Ces échanges ne se limitent pas aux hauts dirigeants, ils sont suivis d'échanges entre différentes délégations de toutes sortes (commerciales, culturelles, médicales, militaires...) et s'étendent à des relations plus étroites entre le parti communiste chinois (PCC) et le FDRPE.

Coopération culturelle, dans l'éducation, la formation et le « Soft Power »

La coopération dans les domaines de la culture et de l'éducation s'est intensifiée dans le milieu des années 2000. Elle est destinée à renforcer l'implantation économique de la Chine en Éthiopie en utilisant la « puissance douce » ou « Soft Power ». Elle agit dans les domaines agricoles, miniers, les communications, l'énergie et plus récemment la formation de journalistes et hauts-fonctionnaires.

Selon Jean-Pierre Cabestan: « *200 membres des administrations nationales et régionales suivent chaque année depuis 2006 des formations de courte durée en Chine ; il s'agit en réalité plutôt de voyages d'études destinés à présenter les succès de l'essor chinois. Ils participent d'une stratégie d'influence auprès des élites éthiopiennes.* »

En 2010, le vice-ministre de l'éducation Li Weihong accompagné d'une délégation chinoise a inauguré le premier Institut Confucius en Éthiopie suivi d'accords de coopération avec trois autres universités éthiopiennes en 2011. En 2008, 118 étudiants éthiopiens étaient formés gratuitement en Chine.

Une coopération militaire non négligeable

En 2005, Meles Zenawi a signé un important accord de coopération militaire avec la Chine. Aujourd'hui, celle-ci fournit à l'armée éthiopienne des pièces d'artillerie, des blindés légers et des véhicules de transports de troupes. Le régime chinois offre aussi chaque année une formation militaire à un certain nombre d'officiers éthiopiens.

En 2010, le chef d'état major des forces armées éthiopiennes, le général Samora Yenus rencontrait Xu Caihou, vice-président de la commission militaire centrale de Chine.

À l'heure actuelle, l'apport de la Chine à l'armée éthiopienne est encore limité, mais depuis juillet 2017 la première base militaire chinoise à Djibouti permet de sécuriser le transit commercial d'Éthiopie jusqu'à la Mer Rouge et manifeste des intentions stratégiques à long termes du régime chinois dans la zone de la corne de l'Afrique.

Les projets d'infrastructures

Les projets routiers sont probablement le secteur où la Chine est le plus présent, pratiquant des tarifs défiant toute concurrence. Les entreprises chinoises qui détenaient 50 à 60 % des parts de marché dans ce secteur en 2007 sont passées à 70-80 % en 2011.

Les projets énergétiques: barrages et lignes à haute tension

La production d'électricité de l'Éthiopie est passée de 2000 à 10 000 mégawatts (MW) entre 2007 et 2015; mais avec les ambitieux projets de barrage en cours (Gibe III, IV, V et Millenium), elle envisage d'atteindre les 40 000 MW et devenir la grande puissance énergétique d'Afrique orientale.

Le projet de barrage Gibe III très critiqué, notamment par le Comité pour l'héritage mondial de l'ONU, sera construit à la confluence des rivières Gilgel Gibe et Omo à 470 km au sud-ouest d'Addis-Abeba. Il provoquera le déplacement forcé de 200 000 paysans éthiopiens et affectera l'alimentation du lac Turkana au Nord du Kenya risquant de priver d'eau 300 000 Kényans.

Pour ces raisons, la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement ainsi que la Banque africaine de développement ont refusé leur participation à ce projet. C'est là que la Chine entre en jeu: sur un prêt de la BICC (Banque industrielle et commerciale de Chine) de 500 millions de dollars, la société d'État Dongfang fournira le matériel électrique et mécanique (turbines).

C'est une autre société chinoise, financée par la banque chinoise EXIM Bank, qui construira la ligne à haute-tension qui alimentera Addis-Abeba. La construction à proprement dite, quant à elle, a été attribuée sans appel d'offre en 2006 à une société italienne.

« La Chine a fait le choix d'accompagner les ambitions du gouvernement en place et de rester sourde aux objections de la communauté internationale et des experts. » J.P. Cabestan

On peut rester perplexe d'ailleurs sur l'impact de ce développement énergétique pour le peuple éthiopien. L'accès des paysans aux récentes lignes à haute tension reste incertain et les bénéfices tirés de la vente d'électricité au niveau national et dans les pays voisins risquent de seulement rembourser les emprunts contractés aux banques chinoises.

Les télécommunications

Depuis 1996, suite à l'accord passé avec ETC (Ethiopian Telecommunications Corporation), la société chinoise ZTE domine le marché des télécommunication en Éthiopie fournissant 1,2 million de lignes à Addis-Abeba et huit autres villes. Cet accord permet le renflouement de ZTE qui était au bord de la faillite. ZTE aurait aussi formé un milliers d'ingénieurs éthiopiens.

Le réseau ferré

C'est le plan de développement le plus ambitieux du gouvernement éthiopien qui prévoit un vaste réseau ferré reliant 49 villes, la connexion avec les deux Soudan, le Kenya et Djibouti. Sa réalisation se concrétisera grâce au financement de la Chine qui a été la première à répondre à l'appel d'offre.

Le tramway d'Addis-Abeba, inauguré en 2015, fait aujourd'hui la fierté des habitants de la capitale éthiopienne: 475 millions d'euros investis et un projet réalisé par des entreprises chinoises.

Les plans d'infrastructures basés sur la coopération sino-éthiopienne sont encore nombreux: la rénovation de l'aéroport d'Addis-Abeba, la réalisation d'une vaste zone économique de 4800 ha (Eastern Industrial Park) financée exclusivement par un consortium d'entreprises chinoises utilisant la main d'œuvre bon marché éthiopienne, le secteur pétrolier (investissement prévu de 4 milliards de dollars dans la construction d'oléoduc et de gazoduc), etc.

En conclusion

La Chine a accordé à l'Éthiopie un statut de partenaire privilégié en Afrique mais contrairement au schéma attendu, les principales motivations de la Chine ne sont pas économiques. L'Éthiopie ne fait pas parti de ses grands fournisseurs en matière première. Même si les projets industriels et d'infrastructures suivent une logique économique et permettent un certain essor des grandes entreprises chinoises implantées, les ambitions de la Chine sont plutôt diplomatiques, stratégiques – voire idéologiques.

Le régime chinois voit en l'Éthiopie un allié de taille, principale puissance de la sous-région, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Elle abrite le siège de l'Union Africaine et permet de faire levier pour augmenter l'influence de la Chine sur tout le continent africain.

Bien que le PCC reste discret sur le principe d'exportation de son « modèle », l'admiration que porte le régime éthiopien sur la stratégie de développement autoritaire du régime chinois contribue à renforcer l'influence de celui-ci sur le continent noir ainsi que sa légitimité internationale.

Lorsqu'au sommet Chine-Afrique en 2015, Xi Jinping a promis, devant une trentaine de chefs d'États africains, une enveloppe de 60 milliards de prêt au continent africain permettant de financer plus d'une dizaine de programmes de coopération, Robert Mugabe, le président de l'Union Africaine s'est exclamé « *C'est Noël avant l'heure!* ».

Près du nouveau port de Djibouti, financé par la Chine, et qui fournit à l'Éthiopie un libre accès à la Mer Rouge, vient de s'ouvrir en juillet 2017, la première base militaire chinoise. Elle offre un point stratégique permettant de sécuriser la ligne maritime qui traverse l'Océan indien et qui formera une boucle importante de la « ceinture » ou « nouvelle route de la soie ». Ce projet d'investissement économique mondial impliquera plus de 60 pays et mille milliards d'investissement permettant de rallier les pays d'Asie, d'Europe et d'Afrique.

D'après le magazine chinois Caixin, 50 entreprises d'État chinoises ont déjà investi dans presque 1700 projets depuis la première annonce sur « La nouvelle route de la soie » par Xi Jinping en 2013. Cela inclut 60 projets sur l'énergie, comme des pipelines de gaz de la Russie et du Kazakhstan vers la Chine. Ils incluent aussi des lignes de train à grande vitesse, comme la voie ferroviaire à 4 milliards de dollars qui enverra des trains de l'Éthiopie à Djibouti.
